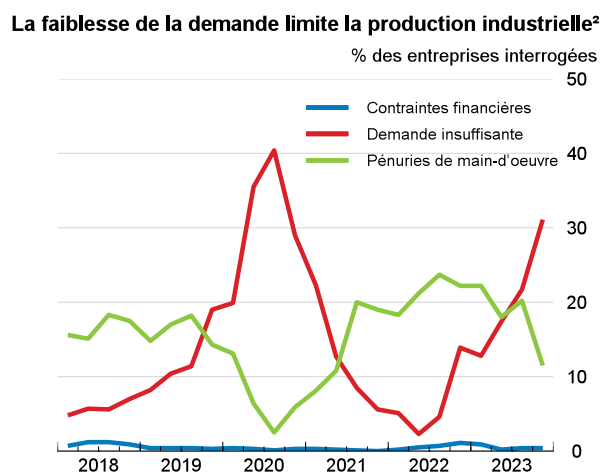
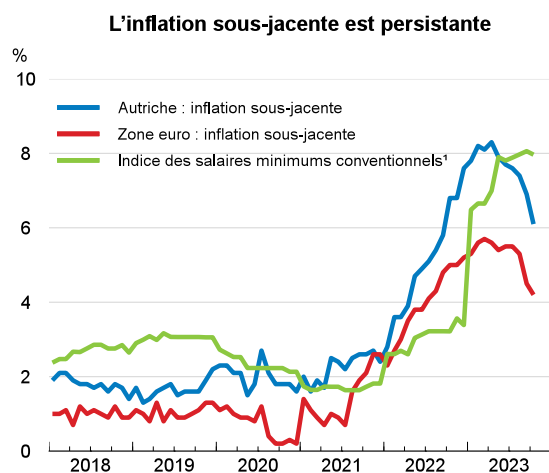


Autriche

L'activité économique a nettement ralenti et devrait se contracter de 0.4 % en 2023. L'inflation élevée pèse sur la consommation, la hausse des taux d'intérêt et les pénuries de main-d'œuvre freinent l'investissement, et la demande extérieure a fléchi. La croissance se redressera lentement pour atteindre 0.6 % en 2024 et 1.5 % en 2025. La hausse des salaires réels soutiendra la consommation en 2024. L'investissement restera atone en raison des coûts d'emprunt élevés et de l'augmentation des coûts du travail, et la demande d'exportations sera freinée par le resserrement macroéconomique mondial. Le chômage augmentera légèrement.

L'orientation budgétaire sera légèrement restrictive en 2023 et en 2024. La suppression progressive des aides accordées en réponse aux crises va être largement compensée par l'introduction de nouvelles mesures discrétionnaires en 2024. La hausse des coûts d'emprunt et le niveau relativement élevé de la dette publique nécessiteront un assainissement plus vigoureux s'appuyant sur une réduction des dépenses à mesure que la croissance se redressera. La mobilisation des réservoirs de main-d'œuvre existants, notamment par une participation plus forte des femmes et des travailleurs âgés au marché du travail, pourrait soutenir la croissance à moyen terme.


Autriche



1. L'indice des salaires minimums conventionnels mesure les variations des salaires et traitements minimums fixés par des conventions collectives ou la législation.

2. Les entreprises interrogées ont répondu à la question suivante : « Quels sont les principaux facteurs qui limitent actuellement votre production ? »

Source : OCDE, base de données sur les prix à la consommation ; Office statistique autrichien (Statistik Austria) ; et enquêtes de conjoncture harmonisées de l'UE.

StatLink  <https://stat.link/ncqjxh>

Autriche : Demande, production et prix

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Autriche						
PIB aux prix du marché*	380.3	4.4	4.8	-0.4	0.6	1.5
Consommation privée	189.7	4.0	5.8	0.1	1.6	1.9
Consommation publique	80.3	7.7	0.1	-0.9	-1.0	0.7
Formation brute de capital fixe	95.2	6.0	0.3	-2.2	-1.4	0.8
Demande intérieure finale	365.2	5.3	3.1	-0.7	0.3	1.4
Variation des stocks ¹	3.1	1.2	-0.3	-1.1	0.4	0.0
Demande intérieure totale	368.3	6.5	2.6	-1.8	0.8	1.4
Exportations de biens et services	195.5	9.4	11.8	1.9	2.8	2.8
Importations de biens et services	183.4	14.0	8.1	-0.9	3.5	2.7
Exportations nettes ¹	12.0	-1.9	2.1	1.7	-0.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.1	5.3	7.3	3.2	2.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	8.6	7.7	3.9	2.5
IPCH sous-jacent ²	—	2.3	5.1	7.4	4.2	2.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.2	4.7	5.1	5.5	5.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	11.2	9.2	7.7	7.7	7.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.8	-3.5	-2.6	-2.5	-2.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.5	84.0	83.8	84.7	85.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	82.5	78.4	78.2	79.2	80.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.6	-0.3	2.8	2.1	2.1

* Basé sur des données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés; peut différer des données annuelles officielles qui n'incluent pas de corrections pour les jours ouvrés.

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 114.

StatLink  <https://stat.link/e8dk0b>

L'économie se contractera en 2023

L'économie s'est contractée au premier semestre de 2023 et les indicateurs à haute fréquence donnent à penser que l'activité économique restera atone au second semestre. La baisse des salaires réels, avec la progression des prix dans les secteurs de l'énergie et de l'hôtellerie-restauration, pèse sur la consommation. Le durcissement des conditions financières et les pénuries de main-d'œuvre freinent l'investissement et la construction. La demande extérieure a également été faible au deuxième trimestre. L'inflation a reflué à 4.9 % en octobre, mais reste plus élevée qu'ailleurs en Europe en raison du caractère moins direct des interventions sur les prix de l'énergie et de l'importance des services de restauration et d'hébergement. Bien que le taux de chômage soit toujours à un niveau historiquement bas, le marché du travail commence à se détendre, en particulier dans le secteur manufacturier.

La dette du secteur privé est relativement modeste en Autriche, c'est pourquoi l'économie est moins sensible au durcissement des conditions financières que celle d'autres pays européens. Cela étant, les relèvements de taux d'intérêt peuvent se répercuter rapidement sur les entreprises et les ménages endettés, en raison de la prévalence des prêts à taux variable. Les critères d'octroi de crédit se sont stabilisés, mais la demande de prêts aux entreprises et au logement a diminué progressivement au cours de l'année écoulée, et après avoir fortement augmenté au cours des années précédentes, les prix réels des logements ont baissé plus rapidement que dans d'autres pays de l'OCDE. Étant une petite économie

ouverte, l'Autriche est également exposée au ralentissement récent des échanges mondiaux de marchandises, mais elle a bénéficié de la reprise du tourisme après la pandémie.

Le soutien budgétaire diminuera lentement en 2024

Le déficit budgétaire devrait diminuer à la marge et passer de 2.6 % du PIB en 2023 à 2.5 % en 2024 et 2025. Au chapitre des dépenses, les dispositifs liés au COVID-19 encore en place ont été dans une large mesure démantelés. La plupart des mesures d'allègement des prix prendront fin d'ici la mi-2024. Parmi celles-ci figurent un frein aux prix de l'électricité bénéficiant aux ménages (0.5 % du PIB) qui viendra à échéance mi-2024 et une subvention au coût de l'énergie en faveur des entreprises (0.6 % du PIB) qui expire en 2023. Toutefois, ces réductions de dépenses seront neutralisées par une augmentation des prestations sociales liée à l'inflation passée, par un supplément de mesures discrétionnaires destinées à encourager la mobilité électrique et à soutenir les catégories vulnérables, par la hausse des taux d'intérêt et par les dépenses induites par le nouvel accord de péréquation budgétaire (0.3 % du PIB en 2024). Sur le plan des recettes, l'augmentation des recettes tirées de la tarification du carbone et la suppression des réductions temporaires des taxes énergétiques est contrebalancée par des baisses des impôts sur les sociétés et sur le revenu des ménages. La vigueur de la consommation soutient les recettes de la fiscalité indirecte, même si le ralentissement économique affaiblit les recettes provenant des impôts sur le revenu et des cotisations sociales. L'indexation des tranches d'imposition et des prestations sociales sur l'inflation passée provoquera une dégradation du rapport déficit public/PIB en 2024. Compte tenu de la faiblesse de la croissance, l'orientation sous-jacente de la politique budgétaire sera durcie de 0.8 % du PIB en 2024 puis sera légèrement expansionniste en 2025. La stabilité du déficit conjuguée à une forte croissance nominale entraîne une légère augmentation du rapport dette publique/PIB qui va passer de 78.2 % en 2023 à 80.0 % en 2025.

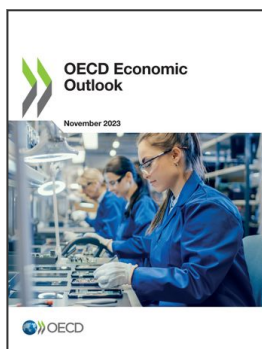
L'économie ne se redressera que lentement

La production se redressera peu à peu et la croissance atteindra 0.6 % en 2024 et 1.5 % en 2025, à mesure que disparaîtront les contraintes pesant sur l'offre qui contribuent à l'inflation et que les taux d'intérêt cesseront d'augmenter. La consommation des ménages bénéficiera d'une amélioration du revenu disponible réel, à la faveur de la baisse de l'inflation et de la hausse des salaires négociés, qui a pour référence l'inflation sur les douze derniers mois. L'excédent d'épargne ne sera épuisé qu'à la fin de 2025. Le durcissement des conditions financières se répercutera sur l'investissement des entreprises en 2024, et le resserrement macroéconomique mondial freinera la croissance des exportations. Le marché du travail se détendra, le taux de chômage devant passer de 4.7 % en 2022 à 5.5 % en 2024. Avec un assouplissement des taux directeurs et une reprise mondiale, la croissance sera portée à un niveau supérieur à son potentiel en 2025. L'inflation va refluer progressivement, mais elle restera élevée au cours de la période considérée, car elle sera persistante dans les services essentiels. Les risques de divergence à la baisse par rapport aux projections sont prédominants. La persistance de l'inflation dépendra de l'issue des négociations salariales entamées à l'automne 2023. Les exportations représentant plus de 50 % du PIB, l'Autriche est également exposée à un ralentissement supplémentaire des échanges mondiaux et de la demande extérieure.

Des réformes structurelles sont nécessaires pour une croissance soutenable

Le vieillissement de la population exercera des tensions de plus en plus fortes sur les finances publiques. Les coûts budgétaires liés au vieillissement de la population devraient connaître une hausse de 1 point de PIB d'ici à 2030 et pourraient augmenter de 7 points d'ici à 2060. Pour assurer la soutenabilité des finances

publiques, il faudra procéder à des réformes structurelles du système des retraites, par exemple en liant l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie tout en garantissant de bonnes conditions de travail aux seniors. Des réformes ayant pour effet d'accroître les taux d'emploi auraient d'importantes retombées positives sur les finances publiques. Renforcer les incitations à continuer à travailler à un âge avancé favoriserait le maintien en emploi des personnes âgées. Améliorer la qualité des services d'accueil des jeunes enfants et de soins aux personnes âgées, et encourager davantage d'hommes à prendre des congés parentaux, contribuerait à augmenter le niveau d'emploi à plein temps des femmes. La réduction en cours des coins fiscaux sur le travail permettra d'augmenter le taux d'emploi des travailleurs peu qualifiés.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/7a5f73ce-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Autriche », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/70824c70-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.